COLL. 8°
468
1950-1à9

DÉPOT
ANNEXE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

000748478

Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste

Président : Édouard HERRIOT

Siège social : 1, place de Valois - Paris (1er)

★

POLITIQUE GÉNÉRALE

★

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE
Coll. 8° 468 (1950-5)

RAPPORT DE POLITIQUE GÉNÉRALE

présenté au CONGRÈS

(DEAUVILLE, septembre 1950)

par

Georges LAFFARGUE

Sénateur de la Seine.

Coll. 8° 468 1950-5

64.271

POLITIQUE GÉNÉRALE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

JE voudrais que mes premières paroles soient pour vous inviter à adresser aux soldats des Nations Unies, qui se battent sur le sol de Corée, le salut affectueux des Républicains qui n'ont jamais cessé, au cours de leur longue histoire, de consentir tous les sacrifices nécessaires au service de la liberté.

Vous me permettrez d'associer à cet hommage nos soldats d'Indochine qui, depuis trois ans, luttent contre le même ennemi.

Je voudrais aussi, du haut de cette tribune, avec tout l'écho qu'elle comporte, redire à la grande démocratie américaine, notre infinie gratitude pour le rôle éminent qu'elle assume sans trêve et sans défaillance dans ce combat pour un idéal qui nous est commun.

Ce Congrès ne se tient pas sous le signe de la politique intérieure ; il n'est pas commandé par des rivalités de doctrines ; il est tout entier dominé par la bataille désormais ouverte au travers des continents entre deux formes de civilisation

Sous le couvert de prétextes révolutionnaires, une forme de tyrannie est née qui a balayé de proche en proche les démocraties qui lui ont accordé quelque crédit, dressé d'immenses camps de concentration, contaminé une partie de l'humanité.

Un impérialisme est né qui prolonge et dépasse le règne de Pierre le Grand qui, des bords de l'Oder jusqu'aux rivages du Pacifique, des confins de l'Adriatique aux approches de l'Océan Indien, tient actuellement des continents entiers sous sa domination: impérialisme aux cent visages, pétri de nationalisme, saturé de xénophobie, ici exaltant le régionalisme, là prenant prétexte du racisme ; exploitant sans arrêt pour son seul profit tous les grands mobiles humains : les réformes sociales, l'amour de la paix, le goût de la liberté. Impérialisme à l'affût de toutes les démagogies, ramassant pour les attiser toutes les rancunes et toutes les amertumes, faisant cortège à toutes les misères.

Le communisme, il faut bien l'appeler par son nom, dispose d'un arsenal de cynisme et de roueries, assorti d'insoupçonnés moyens de propagande ; il s'est infiltré partout, dans les rouages des Etats, dans ceux de la Défense nationale. Il a comme allié permanent la peur et la lâcheté.

La Russie des Soviets et son instrument de conquête, le Kominform, se sont longtemps imaginés que le monde occidental tomberait dans leur corbeille comme un fruit mûr. Ils ont pensé que le système de la libre entreprise, parce qu'ils l'avaient affublé du terme « capitalisme » s'effondrerait de lui-même ; qu'il serait incapable de faire face à la fois à l'effort de reconstruction et à la tâche de modernisation qui conditionnaient le standard de vie des citoyens.

Grâce au travail dans la liberté, singulièrement facilité par l'appoint du plan Marshall, le monde occidental a vu son niveau de vie s'élever sans cesse. Les grèves politiques, le sabotage organisé ne sont pas parvenus à désorganiser le système, mais ont fini par écœurer la classe ouvrière elle-même. Balayé d'Angleterre

du Bénélux, des pays scandinaves, le communisme voyait les unes après les autres s'écrouler les positions acquises en France et en Italie, auxquelles il attachait tant de prix. Les efforts prodigués dans l'Union Française s'étaient, eux aussi, révélés inefficaces.

Il fallait trouver quelques moyens nouveaux. D'aucuns redoutaient le conflit pur et simple ; la panique s'était emparée de quelques esprit pusillanimes qui voyaient les divisions russes déferler à travers le continent. Les Soviets nous ont accoutumés à des méthodes infiniment plus tortueuses. Ils sont sûrs de leur puissance, mais ils redoutent aussi celle des autres. Ils préfèrent agir par personnes interposées, quitte à sortir du guêpier s'il apparaît trop redoutable.

La guerre froide a fait son apparition aux multiples épisodes où les événements et la propagande se complètent admirablement. Avant-hier le blocus de Berlin ; hier un coup d'audace, l'attaque de la Corée du Nord.

Il faut tâter les nerfs des démocraties, éprouver leur puissance de réaction et leurs capacités de résistance. Jadis on était l'ennemi du fascisme qu'on pourfendait dans des discours d'une violence inouïe. Mais avec Hitler on jouait la prudence, un malheur est si vite arrivé. A la veille de Munich la Russie se dérobait habilement, voyant venir le conflit elle signait le pacte germano-soviétique.

Curieuse histoire que celle des Bolcheviks qui s'érigent partout en professeurs de patriotisme. En 1917 ils avaient cessé de se battre quand nous nous battions encore; en 1939, ils n'avaient pas décidé de se battre quand nous nous battions déjà.

La nouvelle tactique des communistes est éclatante de clarté. Les démocraties ont survécu au rude effort de reconstruction et d'équipement que leur ont imposé la guerre et ses dévastations. Cet effort n'est pas encore terminé ; il faut les contraindre dans le même temps, par un chantage au conflit, à ajouter à cette immense tâche le poids des armements.

Une propagande diabolique mêle aux événements le poids des fausses nouvelles pour ne pas relâcher la tension.

La Russie a résolu la gageure; elle maintient ses armements au détriment du niveau de vie de ses citoyens : le calcul est très simple, si les démocraties contraintes d'assurer leur sécurité y engloutissent des milliards, elles les retrancheront des œuvres de paix et de prospérité et le communisme reprendra racine.

Dans le même temps, le Machiavel moderne clame la paix et bat le rassemblement des naïfs et des faibles ; c'est une partie effrénée où l'on mise à la fois sur tous les tableaux.

J'ai voulu, dans un raccourci, tracer les épures de la situation internationale, c'est elle qui commande, qui ordonne et qui détermine l'ensemble de la politique française.

L'impératif catégorique

Nous vivons désormais sous un impératif catégorique. Il faut à l'Europe une puissance économique et militaire pour garantir son indépendance ; la France y est intéressée au premier chef. Elle reste sur l'échiquier une des pièces maîtresses Désormais, il nous faut simultanément poursuivre notre programme de redressement, c'est-à-dire remettre sur pied nos cités, il faut que nous améliorions sans cesse le niveau de vie de nos classes laborieuses et que dans le même temps nous assumions notre part dans l'effort commun de défense de l'Europe.

Les problèmes ont changé d'aspect

Subitement les problèmes ont changé d'aspect parce qu'ils ont changé de cadre. Il faut les soustraire à la lutte des partis, les débarrasser des idéologies périmées ou dépassées.

Telle ou telle réforme de structure ne vaut pas parce qu'elle est le patrimoine de tel ou tel parti. Si elle concourt à l'objectif d'ensemble, il faut l'améliorer ; si elle le compromet il faut d'urgence ou l'abandonner ou la réformer. Il est grand temps pour refaire notre potentiel de mettre un terme à toutes les formes de gaspillages, à toutes les sources d'hémorragie.

La réforme administrative s'impose

L'accumulation des services, la dispersion des prérogatives, la dilution des responsabilités doivent connaître un terme. Il faut moderniser une vieille machine encombrée de paperasse, de manches de lustrine et d'invraisemblables statistiques.

Le secteur nationalisé

Il faut décongestionner le secteur nationalisé qui ne cesse d'étendre ses tentacules sur le secteur privé ; définir une fois pour toutes ses limites.

Voulez-vous un exemple ? Les ateliers de la S.N.C.F., dotés de 4.000 machines-outils, nantis de 43.000 personnes sont en face d'un trafic qui ne cesse de se restreindre. Les charges d'un pareil organisme se chiffrent par milliards, le prix de revient de la moindre réparation est exorbitant. Le secteur privé va solliciter dans les jours qui vont suivre des machines et des spécialistes. Qu'attend-on pour lui céder tout de suite, à des prix normaux, cet immense ensemble ? Qu'attend-on pour faire le reclassement de ce personnel avec des indemnités décentes qui accompagneront la fin d'un statut d'exception ?

Il faut réserver un sort spécial aux cheminots véritables, aux mineurs de fond, mais au nom de quel principe avoir créé dans la nation deux classes de balayeurs, de comptables, de chaudronniers, ceux du secteur privé nantis des seuls avantages de la Sécurité sociale et ceux du secteur nationalisé dotés d'une sécurité sociale spéciale, d'une retraite particulière et d'avantages en nature ? Prétendre qu'il s'agit là d'une conquête de la classe ouvrière est un mensonge insensé qu'elle finira un jour par comprendre.

Il est impossible de tolérer plus longtemps que le ministre des Travaux publics se lève chaque matin avec, dans sa caisse, un déficit de 300 millions sans qu'aucune mesure soit prise pour le résorber.

Toute une série de déficiences, toute une gamme de gaspillages, viennent peser sur les prix et s'inscrivent au débit du pouvoir d'achat des travailleurs. Il faut, par ailleurs, dire à la classe ouvrière que les salaires ne resteront pas figés, mais que leur montée est liée intimement à l'augtation de la productivité.

La prospérité américaine, le prodigieux niveau de vie de ses travailleurs, est le corollaire de l'étonnante productivité américaine.

Il serait insensé de prétendre que seul l'effort de la classe ouvrière peut concourir à l'amélioration de la productivité ; une fiscalité, souvent stupide, qui ruine les trésoreries, interdit les investissements, décourage l'effort, constitue un premier obstacle. Certains patrons se satisfont par ailleurs trop facilement de matériel et de méthodes archaïques. Le dirigisme les a singulièrement sclérosés. Le goût de la paperasse a vidé les ateliers au profit des bureaux.

Rappelons-nous sans cesse la parole de Siegfried : « L'Amérique a dépassé l'ère du machinisme, elle est entrée dans celle de l'organisation. »

Mais surtout et par-dessus tout il faut associer la classe ouvrière et les cadres à l'effort nouveau. L'obsession de la productivité ne naîtra que dans la mesure où chacun y trouvera l'allégement de ses peines, donc l'accroissement de ses profits.

La Sécurité sociale

Le problème est désormais posé de savoir si la Sécurité sociale concourt à la politique que nous avons tenté de définir ou bien si elle la freine dangereusement.

La question est de déterminer si la partie du salaire différée pour assurer la sécurité n'est pas hors de proportion avec celle chargée de maintenir le rythme de la vie quotidienne.

Ceux, dont nous sommes, qui réclament une refonte profonde de la Sécurité sociale ne sont pas moins sociaux que les autres qui sollicitent intégralement le maintien de sa structure.

Nous oublions peut-être trop que les centaines de milliards de la Sécurité sociale sont le fruit d'un salaire différé et qu'ils viennent s'inscrire impitoyablement

dans l'ensemble des prix de revient.

Ajouter aux prix pour retrancher au salaire, même sous prétexte de sécurité, voilà une politique qui nécessite d'impérieuses précautions, pour ne pas manquer le but généreux qu'elle prétend atteindre.

Le dirigisme

Gardons-nous par ailleurs de redoutables exagérations. Sous prétexte de réarmement voici que certains prétendent que nous sommes revenus à une économie de guerre, et réclament la renaissance du dirigisme.

Les dégâts qu'il installerait dans l'abondance ne seraient pas moins redoutables que ceux qu'il nous a infligés dans la pénurie.

Ce serait en tout cas une bien curieuse méthode que celle qui consisterait à demander à ce pays de nouveaux sacrifices pour le maintien de ses libertés et de les faire préluder par l'abandon même des libertés.

La loi électorale

Pour animer la politique que je viens de définir, pour ne pas noyer son efficacité dans une série de compromis, pour l'amener à son terme, dans des délais qui ne comportent aucun retard fatal, il faut un gouvernement qui gouverne et une majorité qui l'appuie dans l'enthousiasme.

Dans l'esprit du pays, la représentation proportionnelle est désormais condamnée et ceux qui voudraient lui assurer une survie quelconque encourraient de redoutables responsabilités. Il faut porter au crédit des radicaux que sans relâche ils ont été les adversaires du mode actuel de scrutin ; ils n'ont pas fait le puéril calcul des avantages numériques que leur vaudrait tel ou tel mode de scrutin, ils ont dressé tout simplement le bilan pour la France et cela suffit à légitimer leur intransigeance absolue.

Nous ne consentirons dorénavant quel que sacrifice que ce soit qu'à la condition préalable que l'introduction du scrutin majoritaire ne rende pas vains les sacrifices consentis.

Nous sommes définitivement las de la politique qui, par le jeu de la R.P., nous traîne de compromis en compromis, d'échéance en échance, sans jamais aboutir.

Quand nous disons scrutin majoritaire qu'on nous entende bien et qu'on sache que nous ne nous contenterons pas d'une obscure caricature. Il faut que ce soit le pays lui-même qui détermine le courant de la majorité. Un scrutin à un tour maintiendrait de telles équivoques, contraindrait à de tels marchandages, étoufferait les programmes et les courants d'opinions à un point tel que nous lui restons farouchement opposés.

Je voudrais vous faire grâce de tous les arguments qui militent en faveur du scrutin majoritaire et que vous connaissez dans les moindres détails, mais à défaut vous soumettre un argument nouveau. J'avais, il y a deux ans, visité les pays scandinaves ; depuis, le communisme y a été pratiquement éliminé. Je m'étais demandé si la raison de cette éviction n'était pas une élévation du standard de vie plus rapide que la nôtre. Je viens de revoir ces mêmes pays, ils ont certes remonté la pente, mais le Danemark traîne encore une séquelle de tickets, la Norvège souffre encore de restrictions, la Suède, à l'abri des guerres, manque de logements. Cependant le communisme n'est pratiquement plus.

La vérité c'est que ces pays ont fait leur maladie. Les couches électorales dotées du droit de vote sont les mêmes qu'avant la guerre, elles n'ont bénéficié que de l'apport des jeunes, elles jouissent encore de leur presse traditionnelle. Le communisme a pu, au lendemain de la Libération, trouver quelque audience, ses mensonges et ses démagogies n'ont pas résisté longtemps.

La France, et nous nous en félicitons, a connu l'accession des femmes au scrutin, elle a ouvert naturellement ses bureaux de vote à une foule de jeunes que cinq ans d'occupation sans vie publique, sans presse, sans réunion, avaient peu préparé à la responsabilité du vote.

Le drame de la France c'est que ces

nouvelles couches électorales ont voté sous le régime de la représentation proportionnelle ; deux expériences nouvelles se sont ainsi superposées, c'est là que se trouve une des explications de la survie du communisme et des vastes oscillations de notre représentation politique.

Lorsque vous jetez des réserves dans le combat il faut au préalable les encadrer par des troupes qui connaissent déjà la bataille. Il fallait pour mener de nouveaux électeurs aux urnes les enfermer dans le cadre d'un scrutin majoritaire, seul capable de canaliser les grands courants d'opinions et de les endiguer.

Le communisme ne fait son chemin qu'au travers d'une masse électorale instable parce qu'insuffisamment éduquée. Si vous persévérez dans cette erreur elle vous réserve de nouvelles aventures.

La presse

Est-ce que vous comprenez de quel prix la France a payé ce que d'aucuns appellent le renouveau de la presse ? La part exceptionnelle faite aux journaux et périodiques du Parti communiste et de ses satellites, la liquidation systématique de notre presse radicale, volée, spoliée au mépris même de son attitude pendant l'occupation.

Est-ce que vous comprenez aussi les dégâts de la propagande communiste entretenue jusque dans la plus petite bourgade de France, alimentée par un flot d'affiches, relayée par un nombre invraisemblable de cellules. Le premier remède réside dans le scrutin majoritaire.

La date des élections

Mais la réforme du scrutin qui autorisera des espérances pour demain ne résoudra pour aujourd'hui aucune des difficultés majeures. Enfermée dans le régime des partis, l'Assemblée nationale actuelle s'épuise en des dissensions et des oppositions irréductibles. Des partis collaborent au sein du gouvernement que la responsabilité du pouvoir amène à des solutions que leurs propres groupes parlementaires se refusent à avaliser. Certains déficits reviennent périodiquement avec chaque budget, parce qu'aucune solution n'a pu être apportée capable d'y mettre un terme.

Le prochain budget demandera à ceux qui l'établiront de l'imagination, voire du génie. Il exigera des assemblées qu'elles soient dégagées de toute considération subalterne et libres de toute pression extérieure.

Le vote du dernier budget nous démontre que l'Assemblée nationale est possédée de la fièvre préélectorale. Je redoute qu'aucun gouvernement, quelle que soit l'astuce de sa composition, ne trouve aucune majorité pour le vote du prochain budget.

Cette carence du pouvoir dans les circonstances actuelles nous conduirait rapidement à une faillite du régime. Vous m'épargnerez de vous dire quels en seraient les profiteurs. Il me suffira d'affirmer que la France en serait la victime. Le climat international ne serait guère amélioré par une absence temporaire de la France, nos amis un peu interdits devants nos soubresauts pourraient douter de la suite d'un relèvement qui, dans bien des domaines, a pris figure de miracle.

Opposés à la dissolution, nous pensons que la sagesse commande d'avancer la date des élections. L'Assemblée, issue du nouveau mode de scrutin, nécessairement plus cohérente, aura le loisir de prendre la mesure de ses responsabilités. Elle aura des années devant elle pour effacer les impopularités que le courage traîne derrière lui, pour développer une politique dont les résultats rendront périmées les critiques.

Le contact avec le peuple souverain est certes pour beaucoup une épreuve redoutable et pour quelques-uns une épreuve définitive. Si certains s'imaginent qu'à vouloir prolonger les délais ils améliorent les conditions d'élection, je dis qu'ils risquent de faire le pire des calculs.

La réforme de la Constitution

J'entends l'argument de la critique, le climat post-électoral n'est guère moins tourmenté que ne l'est le climat « préélectoral ». Aux appréhensions succède le souvenir des promesses aux électeurs. La réalité est parfois différente de l'image qu'on s'en était faite. Talonné par la démagogie de certains adversaires on a dû sacrifier à la froide vérité.

Les constituants de 1875 n'avaient pas laissé le problème sans solution. Ils redoutaient l'Assemblée unique et souveraine et l'avaient assortie du Sénat. Il n'est point dans mon intention de défendre toutes les initiatives de l'ancien Sénat et de prétendre qu'il n'a commis aucune erreur.

Mais qui se lève maintenant pour défendre l'actuelle Constitution ?

Nous n'étions que 800.000 à voter « non et non » quand les équipes du neuf et du raisonnable soulevaient l'enthousiasme des autres ; nous serions plus nombreux aujourd'hui.

Nous avons assisté depuis à de sensationnelles conversions et de nombreux retours de conscience.

Nous souscrivons du fond du cœur aux modestes réformes du décret de clôture, modification de la procédure d'investiture, d'institution de la double navette. Mais nous en réclamons de plus profondes.

Il faut donner au Conseil de la République son pouvoir de légiférer, lui rendre l'initiative de discuter des lois, permettre au Gouvernement d'introduire directement les textes devant la deuxième Assemblée ne serait-ce que pour décongestionner et simplifier le travail de la première, modifier enfin profondément les règles qui président à la dissolution.

Le communisme à l'intérieur

J'ai traité, dans mon préambule, du problème extérieur du communisme. Je veux terminer ce rapport en abordant la question du communisme à l'intérieur de nos frontières.

Il serait peu digne de votre rapporteur de s'en tirer par une formule lapidaire dont la violence dissimulerait mal l'insuffisance.

D'aucuns qui se sont imaginé que la rentrée des communistes au gouvernement, qu'ils avaient singulièrement facilitée, réglerait les problèmes de la Libération réclament actuellement la mise hors la loi du communisme. Ils pensent ainsi apaiser leur conscience.

Il me répugne d'appliquer à mes adversaires les méthodes que je condamne chez eux avec sévérité.

Le communisme en France est assez divers ; il a ses durs et ses mous, ses ardents et ses tièdes, ceux qui l'ont été et ceux qui demain ne le seront plus. La mise hors la loi fixerait les adhérents et grand nombre de sympathisants dans une opposition permanente. Il est d'autres méthodes plus efficaces que je voudrais examiner plus attentivement.

1° La perte des portefeuilles ministériels, celle des municipalités, l'échec du Parti communiste au Conseil de la République, au renouvellement des conseillers généraux, ont porté un coup sévère à son prestige. Il faut poursuivre cette œuvre et par un scrutin majoritaire leur faire perdre la place qu'ils occupent encore à l'Assemblée nationale. Vous limiterez ainsi leur accès à la tribune et la publicité gratuite du « Journal officiel ».

2° Il faut constater et sanctionner d'urgence un certain nombre d'incompatibilités. Les postes de défense nationale, ceux qui commandent à des titres divers la sécurité intérieure et extérieure ne peuvent continuer à être occupés par des membres notoires du Parti communiste. Il est grand temps de les muter vers d'autres activités plus inoffensives que celles qu'ils exercent. Nous sommes encombrés de-ci, de-là, d'un statut du personnel qui risque de compromettre le statut de la patrie.

3° Il nous faudra abolir de toute urgence un texte de loi voté avec infiniment de légèreté dans un moment d'euphorie « la grève ne rompt pas le contrat de travail ». Vous voulez refaire l'armée que les circonstances vous imposent, la doter d'un matériel indispensable ; une série de grèves déclenchées sous les plus honorables prétextes sociaux suffira à paralyser votre effort. Vous ne pouvez assister impuissants à l'arrêt de nos centrales électriques, à la fermeture de nos mines. « La grève ne rompt pas le contrat de travail », mais la rupture d'anévrisme rompt elle, la vie de la nation.

4° Une certaine élégance d'esprit nous a accoutumés lentement à toutes les formes de la propagande communiste. Nos soldats se battent en Indochine, demain d'autres, à côté de ceux des Nations Unies, iront s'associer à la bataille de Corée. Allons-nous tolérer plus longtemps que nos succès soient bafoués, nos revers célébrés à la façon des victoires ? Allons-nous laisser sans réponse cette propagande qui dans la presse, sur les murs de toutes les communes de France, s'étale avec un luxe insensé de moyens ?

Nos services d'information, nos instituts de conjoncture s'épuisent en de vaines statistiques, nous débordent de prose académique. Je préférerais de beaucoup les voir utiliser leurs crédits pour une contre-propagande efficace.

Je suis frappé des dégâts que commettent, dans une opinion publique mal informée, les slogans de la propagande du Parti communiste ; à laisser se développer sans réponse toutes les affirmations, même les plus grossières, elles finissent par prendre forme de vérité. « Il n'est pas de méchanceté, pas de conte absurde qu'on ne fasse accroire aux oisifs d'une grande ville en s'y prenant bien », et nous avons ici des gens d'une adresse...

Je voudrais enfin que se poursuive une expérience qui m'a été signalée et dont les effets sont absolument remarquables.

Les Commissions patronales chargées d'étudier la productivité aux Etats-Unis se sont fait accompagner d'éléments ouvriers. Ces derniers ont non seulement vu mais vécu, invités par des travailleurs américains, la vie de ces derniers.

Ils sont revenus remplis d'enthousiasme, cet enthousiasme ils l'ont propagé. Ils ont compris alors les abominables mensonges de la propagande communiste.

A ce rideau de fer, à la nuit opaque qui l'environne — imperméable même à ceux qui croient en la vertu du communisme — il faut que nous opposions la lumineuse clarté du foyer occidental.

Ne nous contentons pas du tourisme privilégié, de celui des palais et des casernes, organisons les contacts permanents, faisons la chance des travailleurs, celle des cadres.

Apprenons aux uns la douceur du ciel de France, la splendeur d'une vieille civilisation, allons apprendre chez les autres les bienfaits de l'organisation.

Prenons conscience de la force, de la joie d'une civilisation qui étale ses richesses et ses splendeurs.

A la contrainte et à la servitude, opposons la liberté.

Si nous faisons mieux connaître les miracles, nous lui donnerons l'idée de la contagion et de son irrésistible puissance.

CONCLUSION

Le brillant rapport de mon ami Félix Gaillard, le tableau de la situation que je vous ai brossé sans ambages, vous marquent, sans qu'il soit besoin d'inutiles commentaires, l'ampleur des tâches qui s'offrent à lui.

La politique n'est pas, comme certains le pensent, l'art des facilités. Les échéances reportées s'accumulent. Nous vivons dans un monde où la faiblesse s'offre à la tentation des puissances. Mais cependant la France continue ; la grande France par-delà les mers et les continents. Elle demeure la clef de voûte de l'Europe qu'elle était encore capable de rassembler par le génie de ses audaces, par la générosité de ses idées. Elle est aussi plaisante. Voici que se mêlent les habitants venant des campagnes et des villes, voici les hommes d'Afrique, ceux que les vents opposés ont portés de la mer des Caraïbes jusqu'à nous. Quelle gamme et quelle richesse ! Quel immense réconfort à l'aube du rude labeur que le destin nous impose.

Non, le vieux radicalisme n'est pas mort; de jeunes hommes sont venus librement à lui qui illustrent le Parlement et honorent les gouvernements. Je ne les nommerai pas car je redoute de blesser leur modestie.

La pente a été rude à remonter. Nous avons connu le sacrifice et le froid dédain, puis l'attention s'est éveillée à nos propos de courage et de sagesse. Enfin l'audience est revenue. Au fur et à mesure que la France se retrouvait le cortège se reformait.

Certes, nous avons nos banalités, nos insuffisances, quelquefois nos médiocrités, mais je reste fidèle à ce grand parti pour les grandeurs qui l'ont dominé. Oui, nous

revendiquons l'histoire de la IIIe République.

Nous eussions rêvé de réformes sociales plus profondes, d'un genre de vie encore meilleur, mais nous n'avons jamais rien négligé pour assurer la sécurité de la Patrie. Nous sommes restés de façon permanente un parti de défense nationale, nous avons planté le drapeau tricolore aux quatre coins du monde et c'est notre fierté de voir les hommes, venant de ces lointains territoires, rejoindre les rangs de ceux qui leur ont appris l'enthousiasme de la liberté.

Vous comprendrez pourquoi nous nous refusons à la démission de la France partout où elle est présente. Nous avons gardé le culte de nos amitiés traditionnelles. refait l'entente cordiale.

Me permettrez-vous d'évoquer la grande voix du président Herriot rappelant à une assemblée le respect des contrats avec la grande République américaine ? Nous sommes restés près de la classe ouvrière. Nous avons préféré la nourrir de certitude et de réalité. Absents, ignorés aux heures d'illusions et de facilité, on est venu nous solliciter aux moments difficiles où le courage et le caractère reprenaient leurs droits.

Jamais les heures n'ont été aussi rudes que celles que nous allons vivre. Puisse le pays républicain entendre l'appel que nous lui adressons sans exclusive.

Il n'est d'ennemis pour nous que les ennemis de la patrie. Ainsi vous restez fidèles aux Jacobins et si vous retrouvez intactes leurs âmes, alors soyez paisibles, reviendront parmi vous les hommes des Jacobins

MOTION DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Le Parti Radical-Socialiste, conscient de la gravité de conjoncture extérieure, met au premier plan de ses préoccupations l'organisation de l'Europe et la formation d'une armée internationale, garante du maintien de la paix.

Il considère que les intérêts matériels et moraux de la France, comme son devoir à l'égard des Nations Unies, lui commandent d'accepter les responsabilités et les sacrifices qu'exigent les dangers d'une agression d'où qu'elle vienne.

Mais le Congrès estime que, dans le désordre des esprits, la perte du sens national et le refus d'obéissance d'une partie des citoyens rendraient vain tout effort si, parallèlement, la lutte contre la trahison et l'esprit de démission n'est pas poursuivie sans pitié.

Il demande à ses élus de veiller à ce que soient prises sans délai les mesures indispensables au grand rassemblement des Français nationaux.

Ces mesures, si elles consistent dans la répression des délits ou des crimes contre la Patrie, sont aussi la lutte contre les égoïsmes, la peur, la désertion, et contre la misère.

S'il ne convient pas que l'Etat fixe les salaires, il lui appartient de conseiller les mesures qui, par l'augmentation de la productivité, favorisent l'augmentation des salaires.

L'épuration des administrations publiques, la reconstitution des grands corps de l'Etat, la mise en ordre et une saine gestion des services publics, la refonte de la fiscalité sont des mesures de défense nationale, au même titre que la défense de la monnaie, l'amélioration de la condition ouvrière et paysanne, le fonctionnement d'une économie libérale et la réorganisation de l'enseignement, dans le maintien des lois laïques qui assurent le respect de la liberté de conscience de chacun.

Si cette vaste réforme, rendue indispensable par les désordres qu'ont créés la guerre et, après la libération, la collaboration des communistes au gouvernement, doit être poursuivie sans relâche, elle ne peut se faire que dans l'adhésion du peuple qui, en démocratie, demeure souverain.

Le Parti Radical demande, dans les plus brefs délais, une large consultation populaire qui, après la réforme de la Constitution et de la loi électorale, permette à tous les bons Français de s'unir et de désigner une majorité de représentants décidés à sauver la démocratie en France et notre civilisation dans le monde.

Si les préférences radicales demeurent favorables au rétablissement du vote uninominal d'arrondissement, le Parti confirme expressément ses déclarations antérieures, donne mandat à ses élus, à défaut de cette formule, de voter une loi majoritaire comportant deux tours de scrutin.

Le Parti Radical-Socialiste adresse aux pays de l'Union française son salut fraternel et les convie, dans le même état d'esprit de défense d'une civilisation que la France a largement exportée, à s'unir aux forces nationales de la métropole pour faire prévaloir sa doctrine. Il salue les soldats des Nations Unies qui se battent sur le sol de Corée et nos combattants d'Indochine qui, depuis trois années, luttent contre le même ennemi pour le même idéal.

Société Nationale des Entreprises de Presse
IMPRIMERIE CHATEAUDUN, 59-61, rue La Fayette, Paris (9e)